



BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

PERIODIQUE MENSUEL
le 17 novembre 1976 - N.3-F.1

NOUVELLE SESSION PARLEMENTAIRE OUVERTE EN TURQUIE

ANKARA (Info-Türk) - La nouvelle session parlementaire, qui promet d'être orageuse, s'est ouverte le 1er novembre 1976.

Le Parlement s'est réuni en sessions extraordinaires à deux reprises au cours de ses vacances d'été pour discuter de la loi sur les Cours de Sécurité de l'Etat. L'année dernière, la Cour constitutionnelle avait déclaré la loi précédente promulguant la création des CSE, contraire à la constitution. La cour avait toutefois autorisé les CSE à fonctionner pendant un an, en raison de leur caractère spécial. Pour de faire passer une nouvelle lois visant au maintien des CSE, la fin de la dernière session parlementaire le gouvernement fit des démarches, mais des problèmes de procédure retardèrent la discussion de la législation. Lorsque l'Assemblée Nationale fut convoquée en réunion extraordinaire pendant les vacances d'été pour discuter de la nouvelle loi, le parti républicain populaire (CHP), face à la réaction véhémement des organisations démocratiques et des syndicats progressistes bloqua les débats et le Parlement fut contraint de repartir en vacances.

La loi sur les CSE sera l'un des principaux thèmes des débats au Parlement lors de la session qui vient de s'ouvrir. La lutte politique verra s'affronter au Parlement les formations politiques suivantes:

	<u>ASSEMBLEE NATIONALE</u>	<u>SENAT</u>
COALITION DU "FRONT NATIONALISTE"		
Parti de la Justice (AP)	164	77
Parti du Salut National (MSP)	47	5
Parti de la Confiance républicaine (CGP)	10	6
Parti d'Action Nationale (MHP)	3	1
	<u>224</u>	<u>89</u>
OPPOSITION DE GAUCHE		
Parti républicain du peuple (CHP)	190	62
Parti de l'Union de Turquie (TBP)	1	--
OPPOSITION DE DROITE		
Parti démocratique (DP)	19	--
INDEPENDANTS	13	34
TOTAL	447	184

Le Parti Ouvrier de Turquie qui avait été l'unique parti socialiste de la classe ouvrière de Turquie et qui comptait 15 députés au Parlement pendant la période de 1965-1969, n'est pas représenté dans l'actuel Parlement en raison de son interdiction à l'époque de la répression militaire (1971-1973) et de sa refondation à la suite des élections générales de 1973.

Selon Le Monde du 10 novembre 1976, "les dirigeants du parti républicain (CHP) observent avec un grand intérêt la progression lente mais continue du parti ouvrier de Turquie (TIP). Cette formation socialiste, ressuscitée en 1975 et non représentée au Parlement, n'a pas encore décidé si elle prendra part aux prochaines élections. Lors de la consultation de 1973 et aux élections sénatoriales partielles de 1975, Mme Boran (Présidente du TIP) avait donné la consigne à ses amis de voter pour le CHP, afin de pas diviser les voix progressistes. Mais le parti ouvrier commence à prendre ses distances par rapport au parti de M. Ecevit."

Par ailleurs, les chiffres parlementaires repris ci-dessus, sont variables du fait que la Turquie a atteint le record mondial des changements d'appartenance d'un groupe politique à l'autre. Selon les résultats d'une étude, il y a eu 83 cas de changements similaires depuis les élections générales de 1973. Alors que l'AP gagne 15 sièges et le CHP 5, trois petits partis ont perdu 30 députés au total (MSP 1, DP 26 et CGP 3). Quel que soit le sens dans lequel se feront les changements d'appartenance, les élections générales prévues pour octobre 1977 détermineront de manière décisive la vie politique en Turquie.(x)
(DN/C/DG/AI-12/11)

ECEVIT: "LE GOUVERNEMENT DEMIREL MANQUE DE SERIEUX"

TRABZON (Info-Türk) - Lors de sa première intervention publique devant la Convention du CHP, Bülent Ecevit, président du parti républicain du peuple, a défini le gouvernement Demirel comme "le plus dépourvu de sérieux de toute l'histoire de la Turquie". Il a déclaré: "Les bandits armés de certains partenaires du gouvernement ont complètement aboli la sécurité dans le pays. Le pays tout entier est en proie aux bandits. Les écoles ont rouvert et les maîtres d'étudiants ont repris".

Acclamé par des milliers de participants dont bon nombre portaient des drapeaux et des caliquots réclamant: "Liberté pour le peuple", "Démilitarisation et indépendance pour Chypre", "Nous sommes contre l'exploitation étrangère", le président du CHP a encore dit: "Ceux qui font piller l'état par ceux-là même qui sont à sa solde, qui font tuer des enfants, des jeunes par des gangsters, ceux-là ne peuvent tromper le peuple. Ils auront à rendre compte de leurs péchés bien avant le jour du jugement dernier, ils devront rendre compte de leurs actes le jour des élections." (DN/C/DG/AI-8/11)

DEMIREL ET L'ANTI-COMMUNISME

ANKARA (Info-Türk) - "Nul ne doit ignorer que ceux qui refusent de voir le communisme comme une menace, mènent le pays dans les ténèbres." C'est ce qu'a déclaré le Premier Ministre Demirel en s'adressant à l'assemblée des représentants du parti de la Justice (AP) qui s'est tenue le 7 novembre dernier.

Dans sa réponse à Ecevit, président du CHP, Demirel a invoqué la suprématie de la loi dans le pays et a déclaré que le gouvernement renforcera les lois existantes et en promulgera d'autres s'il le faut afin d'apporter à la nation la paix, la sécurité et la stabilité. (P/DN/IT/AI-8/11)

2427 PROGRESSISTES SUR LA "LISTE NOIRE"

ANKARA (Info-Türk) - Selon les informations fournies par le quotidien Politika, tous les secteurs de l'appareil d'état turc ont reçu une "liste noire" contenant le nom, une courte biographie et les tendances politiques de 2427 progressistes qui avaient été détenues ou poursuivies en vertu de la loi martiale pendant les trois années de la dictature militaire en Turquie. ./.

(x) Une analyse détaillée des formations, tendances, programmes, leaders et de la politique actuelle en Turquie, de tous les partis représentés au parlement sera fournie par l'Agence Info-Türk dans les prochains bulletins.

De plus, tous les départements ont reçu l'ordre de refuser l'accès aux postes vacants de l'appareil d'état à toutes les personnes dont le nom figure dans la "liste noire". Des milliers d'éminents intellectuels du pays sont ainsi victime d'une nouvelle discrimination. (P/DG/AI-5/11)

ATTAQUES ARMEES DE COMMANDOS FASCISTES

ISTANBUL (Info-Türk) - Encouragés et couverts par le gouvernement, des unités de commandos du Parti d'Action (MHP) de tendance fasciste ont repris leurs attaques armées contre les progressistes à travers toute la Turquie. Récemment, le 3 novembre 1976, un groupe de commandos a tiré sur des étudiants de l'Université technique d'Istanbul, tuant un garçon de 13 ans et blessant deux autres.

Un étudiant blessé lors d'un autre raid armé à la Faculté de Médecine de l'Université d'Istanbul est toujours dans le coma. (DN/P/IT-AI-5/11)

LE PRESIDENT TURC S'EN PREND AUSSI AUX SOCIALISTES

ANKARA (Info-Türk) - Ayant échoué de sa tentative de maintenir les Cours de Sécurité de l'Etat. le gouvernement du "Front Nationaliste" renforce sa répression sur les forces progressistes en Turquie.

Pour la première fois, le président de la république Fahri Korutürk a pris part à la campagne de répression en attaquant verbalement les partis socialistes, en défit de son statut officiel de chef de l'Etat qui l'oblige à observer la neutralité vis-à-vis de tous les groupes et tendances politiques.

Le 29 octobre 1976, dans son message à la nation à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la république turque, le président Korutürk a déclaré: "...certains de ceux qui se disent socialistes sont en train de mener ce pays au désastre. Chacun de ces extrémistes commet un grave délit constitutionnel".

Par ailleurs, le général Semih Sancar, chef d'état major des forces armées turques a déclaré que: "l'armée était continuellement en alerte contre les actes extrémistes qui dépassent les limites de la légalité, quels qu'en les responsables." (C/DN/IT/AI-3/11)

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CHILIEN

ISTANBUL (Info-Türk) - Pour manifester la solidarité du peuple turc avec le peuple chilien, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) organisait des meetings de solidarité les 13, 14 et 17 novembre à Izmir, Istanbul et Ankara.

Les chanteurs chiliens bien connus, Angel Parra et Isabel Parra étaient présents aux meetings et chantaient des chansons de la résistance chilienne. Ils étaient accompagnés par l'écrivain et compositeur Patricio Castillo.

A l'occasion des meetings, le TIP organisait également des expositions illustrant la répression dans les pays soumis au régime fasciste. (Y/DG/AI/17/11)

LE POINT DE VUE DES CAPITALISTES TURCS SUR CHYPRE

NICOSIE (Info-Türk) - "Le problème principal du nord de Chypre est économique. Toutes les installations de l'île doivent tourner à plein rendement" a déclaré M. Vehbi Koç, le No.1 des capitalistes turcs, lors d'une interview à la radio-télévision Bayrak, à la suite d'une visite privée effectuée en compagnie de 21 amis intimes.

Selon Radio Bayrak, "Koç, profité de sa visite qui a suscité un très grand intérêt, pour prospecter les possibilités d'affaires, a fait le tour des installations industrielles du secteur turc de l'île".

La déclaration de M. Koç montre clairement que les milieux dirigeants turcs n'ont aucune intention de faire des concessions garantissant l'intégration territoriale, économique et sociale de l'île." (DN/P/AI/DG-7/11)

LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE ETEND SON PROCESSUS DE
DOMINATION SUR LA TURQUIE

ANKARA (Info-Türk) - Au moment où les relations entre la Turquie et la CEE ont atteint un stade critique, les milieux d'affaires de la RFA tentent une nouvelle approche visant à améliorer les relations économiques entre la Turquie et la CEE.

Selon le quotidien Daily News, une délégation d'hommes d'affaires de la RFA comprenant des représentants de Siemens, Magirus-Deutz, Basf, AEG, Telefunken, Hochtief A.G., Daimler-Benz, Bosch, Carl-Zeiss, Deutscher Bank, Dresdner Bank et Commerzbank a rencontré des représentants du gouvernement turc et des hommes d'affaire turcs et est repartie avec "d'excellentes impressions" et de fortes chances de réaliser des projets d'investissements communes.

Au côté turc, on souligne toutefois que la visite de la délégation allemande ne visait pas à discuter de propositions spécifiques avec le gouvernement et les milieux d'affaire turcs mais plutôt à tester les possibilités de la Turquie, son potentiel et ses conditions de marché.

La délégation a passé deux jours à Ankara où elle s'est entretenue avec des représentants du gouvernement turc et s'est déclarée favorablement impressionnée par ses entretiens. On a appris que lors de ces contacts, il avait convenu qu'une délégation d'hommes d'affaire turcs se rendrait en RFA dans les prochains mois et que cette visite serait suivie de la création d'un comité Germano-turc comprenant des hauts fonctionnaires du gouvernement chargé d'explorer les possibilités d'une coopération industrielle entre les deux pays.

A l'issue des entretiens, le président de la délégation allemande, M. Hans Gunther Sohl a déclaré que dans toute la mesure du possible, un maximum de marchandises serait acheté à la Turquie et que l'on multiplierait les efforts de coopération industrielle entre les deux pays pour les élever au rang de relations commerciales.

De son côté le président de la Chambre de l'Industrie turque, Nurullah Sezgin a déclaré que la loi sur les capitaux étrangers devait être interprétée dans son véritable esprit afin de faciliter les investissements étrangers en Turquie.

M. Selahattin Kılıç, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles a déclaré pour sa part: "l'utilisation intelligente du capital étranger peut accélérer le développement de la Turquie." Selon Kılıç, l'insuffisance de capitaux étrangers en Turquie est à imputer aux "vaines querelles politiques sur cette question qui avaient créé un climat inhospitalier en Turquie et qui avaient découragé les investissements étrangers".

Il semble donc que le gouvernement turc est impatient de voir s'accroître les investissements étrangers afin de sortir le pays de l'impasse économique malgré les effets négatifs qu'a provoqué jusqu'ici ce genre de politique. Par ailleurs, il est évident que les milieux d'affaires de la RFA s'efforcent de tirer profit des difficultés actuelles de la Turquie pour obtenir de nouveaux privilèges sur le plan économique, politique et militaire.

Relations entre la CEE et la Turquie

La Turquie continue à connaître les conséquences néfastes d'une politique extérieure contraire à ses intérêts et aux besoins de son développement social.

L'accord d'association entre la Turquie et la CEE a été signé en 1964 dans un climat de fête nationale. En 1970, il a été complété par un protocole qui constitue la charte de l'association à ce jour.

Mais il devient clair que la réorganisation du commerce extérieur qui a suivi la signature de ce traité a favorisé les pays de la CEE dont les exportations vers la Turquie ont considérablement augmenté sans qu'il y ait augmentation semblable des exportations turques.

Au déficit croissant du commerce extérieur, s'ajoutent les difficultés entre partenaires dans trois secteurs. Mais pour comprendre la gravité des échanges commerciaux, il convient de se pencher sur les statistiques fournies par le ministère du commerce de la République turque: ./.

COMMERCE AVEC LA CEE
(millions de dollars)

ANNEES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	DEFICIT
1968	281,9	164,1	- 117,8
1969	284,4	214,8	- 69,6
1970	325,2	239,1	- 86,1
1971	455,6	266,5	- 189,1
1972	625,5	347,-	- 305,5
1973	1142,3	611,5	- 530,8
1974	1708,1	717,2	- 990,9
1975	2338,2	615,1	- 1723,1

AGRICULTURE: au cours des deux dernières années, la Turquie a demandé des facilités supplémentaires d'entrée pour ses produits. Elle considère sa requête d'autant plus justifiée que l'année dernière, la CEE a consenti à l'élargissement de concessions en faveur d'autres pays méditerranéens, notamment Israël et les pays du Maghreb. Les Neuf ont multiplié les promesses mais n'ont rien proposé de concret.

TRAVAILLEURS A L'ETRANGER: Le protocole prévoyant que les premières mesures devraient conduire à la libre circulation des travailleurs turcs dans la CEE, entrera en vigueur à la fin de 1976. Il y a environ un million de ressortissants turcs travaillant dans les pays de la CEE, la plupart en Allemagne fédérale. Cependant, loin de permettre la libre circulation des travailleurs turcs, les pays de la CEE ont au contraire limité et même interdit l'émigration de la main-d'œuvre en provenance de Turquie et de nombreux travailleurs turcs qui travaillaient en Europe depuis plusieurs années ont été licenciés.

AIDE FINANCIERE: L'aide financière de 195 millions de dollars en prêts à moyen terme, destinée à couvrir la période de transition, ne constitue pas une concession importante étant donné que la Turquie souffre d'un déficit chronique du commerce extérieur. Pour la seule période des 7 premiers mois du gouvernement Demirel, la Turquie a été contrainte d'emprunter 1 milliard 300 millions de dollars et elle a déjà épuisé ses droits de tirage spéciaux auprès du Fonds Monétaire International (FMI).

Aucune solution n'étant en vue, la réunion du Conseil d'Association Turquie-CEE qui devait se tenir à Istanbul le 16 octobre 1976, a été reportée à une date indéterminée. En annonçant cet ajournement, le ministre des Affaires étrangères, M. Ihsan Sabri Çağlayangil a déclaré que la Turquie pourrait bloquer ses engagements envers la CEE en raison de l'accueil "insuffisant" réservé par la communauté à la demande turque d'amélioration des relations mutuelles.

Toutefois, au lendemain de la visite de la délégation allemande, la Commission parlementaire mixte Turquie-CEE s'est réunie à Ankara les 8 et 9 novembre et a décidé que la réunion ajournée du Conseil d'Association Turquie-CEE se tiendrait le plus tôt possible pour discuter de questions politiques intéressant les deux parties, de relations économiques et commerciales et de problèmes industriels et agricoles.

Les relations économiques germano-turques

La visite de 40 hommes d'affaires allemands en Turquie en pleine période de crise revêt une extrême importance dans la mesure où la RFA étend son influence en Turquie, particulièrement à la suite du refroidissement des relations entre les Etats-Unis et la Turquie.

En fait, en modifiant sa politique commerciale avec l'étranger par rapport à il y a dix ans, la Turquie effectue la plupart de ses importations à partir de la RFA qui a pris la place des Etats-Unis en ce qui concerne les relations commerciales avec la Turquie. Pour 1975, les importations de la Turquie en provenance de la RFA atteignent le triple du volume de ses exportations vers ce pays. Les Etats-Unis qui détenaient la première place avec un pourcentage élevé d'exportations par rapport à l'ensemble du commerce extérieur turc jusqu'à la ./.

crise de Chypre en 1964, ont cédé la place à la RFA. Nous reprenons les statistiques fournies par le Ministère du Commerce de la république de Turquie:

RELATIONS COMMERCIALES EXTERIEURES AVEC LA RFA
(en millions de dollars)

ANNEES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	DEFICIT	% DE LA RFA DANS LE COM. EXT. TOTAL	% DES USA DANS LE COMM. EXT. TOTAL
1965	83,9	72,1	- 11,8	15,08	23,46
1966	112,7	76,4	- 36,2	15,65	20,92
1967	133,6	84,2	- 49,4	18,05	17,87
1968	155,6	86,4	- 69,2	19,21	15,33
1969	147,6	112,4	- 35,1	19,43	16,02
1970	176,3	117,3	- 58,9	19,12	17,07
1971	209,9	131,-	- 78,8	18,45	13,04
1972	301,4	186,5	- 114,8	19,94	12,07
1973	437,3	221,2	- 216,-	19,35	9,29
1974	680,2	342,9	- 337,9	19,28	9,31
1975	1057,7	304,9	- 752,8	22,19	9,33

Si l'on considère les investissements de capitaux étrangers, on constate que les contributions financière de la RFA aux projets d'investissement en Turquie dépassent de loin celles des USA et en font une puissance économique dominante en Turquie puissance qui a provoqué un déséquilibre dans le commerce extérieur turc et qui permet à la RFA d'imposer ses conditions à la Turquie.

L'amélioration des relations économiques entre la Turquie et la RFA avait été abordée pour la première fois entre M. Willy Brandt et M. Ecevit, ancien premier ministre et président du parti républicain du peuple (CHP) lors de la visite de ce dernier en RFA en qualité d'invité du parti social-démocrate allemand. Lors de cette rencontre, les négociations avaient porté sur les possibilités de procéder à des investissements en Turquie avec le recours de la technologie occidentale, et d'obtenir des échanges avec les pays arabes producteurs de pétrole par le biais des exportations turques. Le principal objectif souligné lors de la négociation visait à utiliser la main d'œuvre turque pour les travaux en projet qui seraient financés par la RFA sous forme d'assistance technique et de contribution financière; on avait ensuite insisté sur le développement des exportations -d'une manière générale vers les pays arabes- dont les deux pays tireraient profit.

L'attitude de M. Ecevit est suivie par le gouvernement Demirel. Ainsi par exemple, M. Kiliç, ministre de l'Energie et des ressources naturelles, a déclaré à la suite de la visite des hommes d'affaire allemands que les entretiens avaient eu des résultats positifs jusqu'ici, la délégation allemande ayant fait part de son désir d'investir en Turquie.

Collaboration militaire avec la RFA

La Turquie a déjà conclu un accord avec la RFA lors de négociations concernant l'aide militaire de 2 milliards de DM prévue dans un projet d'accord militaire. Cette aide permettrait à la Turquie d'acquérir des armes en RFA et notamment des chars Leopard, des jets Alpha, des missiles Rollan et Millan.

La Turquie et la RFA sont également parvenues à un accord concernant la fabrication de chars Leopard en Turquie. Dans un premier temps, la Turquie installera des services de réparation. 2000 chars américains actuellement utilisés par l'armée turque seront modernisés par les techniciens allemands qui remplaceront les moteurs d'un certain nombre d'entre eux.

L'accord prévoit également l'entraînement des pilotes de jets Alpha en RFA et la fourniture de nouveaux missiles à la Turquie. Une partie du paiement de ces armements se fera comptant, l'autre partie à tempérament.

Depuis l'embargo sur les armes américaines imposé en février 1975, les perspectives de collaboration militaire entre la Turquie et la RFA se sont accrues.

Dans la perspective d'une collaboration accrue sur le plan économique et militaire, les milieux d'affaires de la RFA insistent toutefois sur la nécessité de modifier au préalable la Loi sur les Capitaux étrangers dans le sens d'une

"libéralisation". En deuxième lieu, l'épargne et les dépôts de devises convertibles des ressortissants turcs travaillant en Allemagne fédérale devraient être dirigés vers les projets d'investissements financés par la RFA. En outre, les crédits destinés à ces projets devraient être fournis principalement par les banques allemandes. En troisième lieu, des ports-francs devraient être établis dans la province d'Adana, dans le sud de l'Anatolie et ils devraient être exemptés de droits. De plus, le droit de grève des travailleurs turcs devraient être suspendus dans ces ports-francs.

Le capital allemand peut ainsi travailler sans entrave sociale ou financière et s'assurer des facilités de transports pour les exportations vers les pays du Proche-Orient.

Du côté allemand, on indique que si toutes ces conditions sont acceptées par la Turquie, le gouvernement fédéral pourrait faciliter la libre circulation des travailleurs turcs dans les pays de la CEE.

Il est évident que l'Allemagne fédérale détient plusieurs atouts du fait notamment de la gravité du chômage qui frappe la Turquie, du déficit du commerce extérieur le plus important qu'elle ait jamais connu et que ce n'est pas la Turquie mais bien la RFA seule qui est en mesure d'orienter les dépôts de devises convertibles des travailleurs turcs en Allemagne vers n'importe quel secteur en exerçant des pressions monétaires.

Il est clair, encore une fois, que le gouvernement Demirel aussi bien que l'opposition sociale-démocrate d'Ecevit considèrent la collaboration avec la RFA comme la seule solution possible.

Le point de vue de l'opposition socialiste

Il existe également une forte opposition socialiste aux efforts communs des deux principaux partis politiques en vue de la collaboration avec la RFA. Cette opposition condamne en particulier la politique de dépendance unilatérale exercée par tous les gouvernements formés jusqu'ici, qu'il s'agisse du parti de la Justice (AP) ou du parti républicain du peuple (CHP).

Le point de vue de l'opposition socialiste est exprimé par Prof. Behice Boran, présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), en ces termes:

"La Turquie aurait pu chercher à développer ses relations commerciales avec les pays socialistes mais, jusqu'à tout récemment, ces relations ont été bloquées du fait de sa dépendance du bloc capitaliste-impérialiste. Malgré le développement des relations économiques et commerciales avec les pays socialistes, la Turquie a choisi de garder vis-à-vis de ces pays une attitude manifestement distante et méfiante.

"Dans sa recherche de marchés pour ses produits industriels, la Turquie aurait pu se tourner vers le Moyen-Orient ou d'autres pays du Tiers-Monde, mais cela n'a pas été entrepris. Il est clair que les gouvernements de Turquie ne parviennent pas à promouvoir une politique commerciale cohérente et efficace. Le capitalisme en Turquie, n'a pas atteint un degré suffisant de rationalité."

(Y/DN/C/DG/AI/D-8/11)

LA TURQUIE ACHETERAIT 500 BLINDÉS DE COMBAT

ANKARA (Info-Türk) - Selon le Journal Officiel turc, la Turquie achètera prochainement 500 blindés d'infanterie mécanisée équipés des armes les plus modernes pour "renforcer son potentiel de défense".

Selon les déclarations fournies par le Ministère de la Défense, ces véhicules de combat pourraient transporter 1 conducteur, 1 artilleur et 8 à 10 hommes d'infanterie et seraient équipés d'un canon automatique de 20 mm et d'une mitrailleuse de 7.65x51 mm. (DN/DG/AI/12/11)